



ÉDITORIAL

La réalité occultée de la violence fasciste

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL, CODIRECTEUR DE LA RÉDACTION

In'y avait pas foule dans les rues de Lyon, samedi 21 février, pour rendre hommage à Quentin Deranque, tué sous les coups d'une poignée de militants d'extrême gauche une semaine auparavant. Trois mille personnes, tout au plus, ont défilé, selon les chiffres préfectoraux, inhabituellement proches de ceux des organisateurs. C'est peu, au regard du battage médiatique ahurissant des jours précédents visant à faire passer l'extrême droite pour de pacifiques démocrates en proie à la violence antifasciste. Et pour cause, ce qu'on nous a vendu comme une « marche blanche » était pour l'essentiel un rassemblement de nervis fascistes. Les consignes données aux participants pour tromper les apparences ont révélé ce qu'elles voulaient précisément dissimuler : « Évitez les logos ou symboles liés à des groupes ou organisations du milieu (sic) ; pas de symboles polémiques ou mal interprétables », relayait une « boutique nationaliste » en ligne au logo orné de la croix celtique. Peine perdue. La manifestation a eu beau se dérouler « dans le calme » pour entretenir l'illusion, les saluts nazis, les slogans racistes étaient de la partie.

Le meurtre de Quentin Deranque est odieux et inacceptable. Cela ne peut pas être prétexte à renvoyer à la gauche la responsabilité de la violence pour dédouaner l'extrême droite qui en est coutumière, comme l'a encore démontré l'arrestation d'un militant du RN n'hésitant pas à ouvrir le feu sur les unités du Raid, le 17 février, à Châteauroux. La manifestation de Lyon s'est déroulée sous protection policière, avec la bénédiction des autorités. Des librairies, des bibliothèques ont dû baisser le rideau ; des soirées de soutien aux migrants ou aux LGBT+ ont été annulées. Des activités parfaitement légales ont ainsi été suspendues pour laisser l'espace public à ceux qui défient la loi. Et, de grâce, qu'on n'invoque pas les commerces qui ferment sur le passage des manifestations sociales : la violence du « black bloc », qui s'exerce de l'extérieur des cortèges, s'abat en priorité sur les militants syndicaux, parfois avec la complaisance passive des

forces de police. Les dégâts – condamnables – que cette violence laisse derrière elle sont essentiellement matériels. Elle ne vise pas les passants selon leur couleur de peau ou leur orientation sexuelle.

À Lyon, la violence des groupes fascistes se déploie depuis des années contre les minorités et les militants de gauche et des droits humains, dans l'indifférence des autorités. Dégradations et agressions forment le quotidien infernal de celles et ceux qui ont le courage de ne pas baisser les yeux face aux bras tendus. Quant aux meurtres racistes, ils demeurent une réalité terriblement occultée en France. Amnesty International s'en est ému dans son rapport annuel en 2025, qui fait état « d'une hausse des crimes de haine antisémites, islamophobes ou racistes » et du « refus » du gouvernement de « s'attaquer » à leurs causes. Si l'on élargit le tableau à l'ensemble des violences politiques, on dénombre, de 1986 à 2017, 52 morts dont la responsabilité peut être attribuée à l'extrême droite et cinq à l'extrême gauche, selon la chercheuse Isabelle Sommier.

En 2024, les services de sécurité français ont enregistré 9 700 victimes de crimes et délits à caractère raciste. Parmi celles-ci, on compte cinq morts directement imputables à l'extrême droite. Aucune de ces victimes n'est tombée lors d'affrontements entre groupes politiques. Il s'agit de meurtres gratuits. Angela Rostas, en Haute-Savoie ; Djamel Bendjaballah, dans le Nord ; Rochdi Lakhsassi, dans les Vosges ; les exilés kurdes Mustafa et Ahmid, dans le Nord. Pas un de ces suppliciés de la haine fasciste n'a eu droit à sa minute de silence. Où est la justice ? ●

À Lyon, dégradations et agressions forment le quotidien infernal de celles et ceux qui ont le courage de ne pas baisser les yeux face aux bras tendus.